

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TURGNE L. Ets

La Chignolle
16 430 Champniers

Références : 2025_645_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007207716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement TURGNE L. Ets implanté La Chignolle 16 430 Champniers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 9 avril 2025, l'inspection des installations classées, sollicitée par la brigade de gendarmerie d'Angoulême, a participé, conjointement avec différents services de l'État, à une visite d'un site situé sur la commune de Champniers, au lieu-dit La Chignolle.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « territoires propres » et a pour objectif de détecter et de sanctionner les entreprises et les particuliers qui ne respectent pas la législation liée à la gestion des déchets.

L'opération est prise en charge sur le volet pénal par la gendarmerie représentée par l'adjudant-chef Sébastien Chouard, en résidence à la brigade de gendarmerie d'Angoulême.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TURGNE L. Ets
- La Chignolle 16430 Champniers
- Code AIOT : 0007207716
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, connu par l'inspection des installations classées et retenu pour l'opération, est une installation classée pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2712 (centre de VHU). L'inspection y a procédé à diverses visites avec constat d'absence d'agrément préfectoral pour l'activité relevant de centre VHU, et d'infractions importantes au regard de la réglementation. Cette situation a d'ailleurs conduit à un arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative du 01/06/2015, à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2017 de respecter des prescriptions réglementaires et enfin à un arrêté préfectoral infligeant à l'exploitant une astreinte journalière du 14/10/2020.

Malgré ces suites administratives, l'exploitant n'a toujours pas régularisé sa situation administrative et technique.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Stockage illégal de VHU ainsi que de déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 06/10/2017	Travaux d'office	
2	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 01/06/2015	Travaux d'office	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose un arrêté portant travaux d'office pour régulariser la situation avec retrait des VHU et des déchets du site.

Une nouvelle inspection sera diligentée et des suites administratives et pénales seront prises en l'absence d'avancée constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures conservatoires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 06/10/2017-Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, évacuation de déchets divers
Prescription contrôlée : Rappel de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 06/10/2017 : La société TURGNÉ exploitant une installation de stockage de véhicules hors d'usage sise 222 rue Jean-Baptiste de la Péruse sur la commune de Champniers est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles 3 à 5 de l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation de la situation administrative en : <ul style="list-style-type: none"> • évacuant les pots de peinture usagés vers des installations dûment autorisées et en

transmettant à l'inspection des installations classées les bordereaux de suivi de ces déchets ;

- évacuant les pneumatiques présents sur tout le site via des filières agréées et en transmettant les bordereaux d'évacuation à l'inspection des installations classées ;
- évacuant les véhicules hors d'usage vers des centres agréés en transmettant les certificats de cession et de destruction de ces véhicules à l'inspection des installations classées.

Constats :

Sur site, il est constaté :

- que le stock de pneumatiques n'a pas été totalement évacué. En effet, il existe encore un stock dans une zone jouxtant le bâtiment principal, dont la toiture fortement dégradée est quasiment absente,
- que les pots de peinture usagés, dépourvus de rétentions, sont toujours présents et n'ont pas été évacués vers des installations dûment autorisées,
- qu'un nombre conséquent de véhicules hors d'usage est encore présent sur le site, sur des parcelles non imperméabilisées. Il s'agit de véhicules de toute nature, automobiles, engins agricoles, semi-remorques, etc., pour la plupart non dépollués et prisonniers de la végétation,
- que divers déchets sont présents en extérieur, à savoir bouteilles de gaz, plaques amiantées de fibrociment et fûts,
- que divers déchets, vieilles machines, matériaux divers, fûts, VHU, sont stockés dans une zone dont la toiture est fortement dégradée,
- qu'un nombre conséquent de pièces, tels que moteurs/boîtes de vitesses, pneumatiques, sont stockées à même le sol de plusieurs remorques de poids-lourds,
- que l'exploitant autorise le stockage d'environ 25 véhicules hors d'usage supplémentaires sur sa parcelle. Ces VHU sont apportés par un autre centre de VHU, Trans Hip Auto, implanté à La grosse Borne 16 560 Tourriers, qui, de ce fait, utilise de façon irrégulière le site de Champniers pour constituer une extension de ses propres installations (de Tourriers qui est un centre VHU enregistré et agréé), ce qui engendre un risque supplémentaire sur le site de Champniers. Cette situation n'apparaît pas être récente car ces véhicules, identifiés avec la lettre D à la peinture, sont pour certains pris dans la végétation.

Ces observations constituent des écarts réglementaires susceptibles de générer un impact et un risque important pour l'environnement, à savoir :

- une pollution du sol, du sous-sol, de la nappe phréatique affleurante et, par infiltration depuis cette nappe, le cours d'eau Argence coulant à 70 m au Nord-Nord/Ouest du site par écoulement des fluides présents dans les VHU non dépollués,
- une amplification d'un incendie par la présence des pneumatiques stockés pour partie dans la végétation et à proximité d'un bâti en bois et jouxtant un bâtiment,
- une gêne visuelle en circulant sur la Route Nationale 10 surplombant le site dans le sens Angoulême-Poitiers.

L'inspection de ce jour a permis de constater la persistance des écarts et irrégularités déjà constatés lors des diverses inspections précédentes (14/09/2010, 27/11/2014, 10/03/2015, 15/05/2017, 15/05/2018, 20/08/2020) et qui ont donné lieu aux arrêtés suivants :

1. arrêté préfectoral de mise en demeure de régularisation administrative du 01/06/2015, soit en déposant un dossier de demande d'agrément VHU, soit en déposant un dossier de cessation d'activité accompagné d'un arrêté de mesures conservatoire,

2. arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/10/2017 de respecter des prescriptions réglementaires :
 - pour évacuer les pneumatiques présents sur tout le site via des filières agréées et en transmettant les bordereaux d'évacuation à l'inspection des installations classées,
 - pour évacuer les VHU vers des centres agréés en transmettant les certificats de cession et de destruction de ces VHU à l'inspection des installations classées.
3. arrêté préfectoral de sanction-astreinte administrative faisant suite à la dernière inspection du 20/08/2020, en application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, tenant compte des dommages subis par l'environnement, du coût de remise en conformité et du bénéfice qu'en a tiré l'exploitant à se maintenir dans cette situation de non-conformité réglementaire

Dans ces conditions, compte-tenu des conséquences sur l'environnement du fait que la situation dégradée persiste depuis plus de 10 ans, et afin de palier l'absence de prise en compte par l'exploitant de la nécessité de remédier à la situation malgré les nombreuses injonctions au travers des arrêtés de mise en demeure et de sanction (astreinte administrative), il apparaît nécessaire de prévoir la réalisation de travaux d'office afin de faire cesser les préjudices causés par cet établissement sur l'environnement en vue de faire évacuer les déchets divers dont les VHU de l'établissement.

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les éléments susceptibles de fonder les mesures indiquées dans le présent rapport et le projet d'arrêté préfectoral de travaux d'office sont transmis à l'exploitant par courrier.

La signature de l'arrêté pourra intervenir à l'issue de ce délai.

S'agissant de l'utilisation de façon irrégulière du site des Ets Turgné, lieu-dit La Chignole, commune de Champniers pour constituer une extension des installations du centre VHU Trans Hip Auto, implanté La grosse Borne 16 560 Tourriers, celui-ci fait l'objet d'un rapport d'inspection spécifique.

Ce rapport demande expressément à l'exploitant Trans Hip Auto d'évacuer, sous 15 jours, les VHU qu'il stocke sur le site des établissements L. Turgné visité le 09/04/2025.

L'inspection des installations classées sera amenée à effectuer une visite pour constater l'exécution effective de cette mesure. Dans le cas où aucune action corrective ne serait mise en place, des suites administratives et pénales seront prises, notamment le recouvrement de l'astreinte datant de 2020.



Figure 1: vue aérienne du site



Figure 2: VHU et bouteilles de gaz



Figure 3: stock de pneus



Figure 4: VHU divers



Figure 5: VHU dans la végétation



Figure 6: VHU du tiers : société Trans Hip Auto

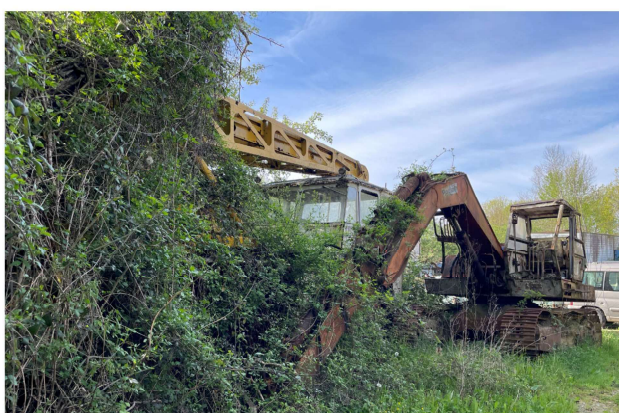


Figure 7: VHU divers



Figure 8: Stocks de pneus-pièces



Figure 9: VHU présence ancienne



Figure 10: VHU du tiers : société Trans Hip Auto

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Travaux d'office

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Situation administrative, régularisation d'une absence d'agrément
Prescription contrôlée : Article 1 : <p>La société TURGNE exploitant une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, rue Jean-Baptiste de la Péruse, lieu-dit « la Chignolle » sur la commune de CHAMPNIERS, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">• en déposant un dossier de demande d'agrément « Centre VHU » en préfecture ;• ou en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;• Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25.• Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'agrément « centre VHU » ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude..., etc.) ; <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
Constats : <p>A date, l'exploitant n'a ni déposé de dossier de demande d'agrément « Centre VHU » en préfecture, ni déposé de dossier de cessation d'activité.</p> <p>Par ailleurs, comme indiqué lors de l'inspection précédente du 20/08/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">• la société ÉTABLISSEMENT L. TURGNÉ, qui procédait à l'activité VHU, a été radiée du registre du commerce et des sociétés le 09/04/2019 et une nouvelle société SARL ETS TURGNÉ a été créée,• aucun changement d'exploitant n'a été fait auprès de l'administration, l'exploitant n'ayant pas notifié en préfecture la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci,• la nouvelle société n'a pas repris l'activité VHU. De ce fait, aucune demande d'agrément VHU n'a été produite et il ne peut être procédé à la régularisation de ces installations,• aucun dossier de cessation d'activité n'a été transmis à l'inspection des installations classées. <p>Compte-tenu du caractère persistant des infractions dans la gestion des installations du site, en lien avec les constats du point de contrôle n° 1, et compte-tenu des conséquences sur l'environnement du fait que la situation dégradée constatée persiste depuis plus de 10 ans, conformément au 2° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé à monsieur le préfet, de prendre un arrêté de travaux d'office et d'occupation temporaire du site.</p> <p>Cet arrêté permettra de faire procéder d'office, en lieu et place de l'exploitant et à ses frais, à l'évacuation des véhicules hors d'usage et des déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Travaux d'office et mise en demeure